



Comité de groupe Hersant Media

La police aux portes du comité **Stop au PSE à Paris-Normandie** **Non à ceux qui pourraient suivre !**

Incident lors du comité de groupe extraordinaire réuni aujourd'hui dans la région parisienne. Une interruption de séance est intervenue quand les représentants des salariés se sont aperçus que deux policiers en civil étaient en faction devant la porte de la salle de réunion. Notre direction craignait-elle une opération musclée des salariés du pôle normand, voire une séquestration ?

Alors qu'un rapprochement avec le groupe belge Rossel, annoncé depuis octobre 2011, est toujours en suspens, le comité de groupe a constaté une fois de plus la situation critique et pour le moins opaque du groupe Hersant Media.

L'utilisation massive de lignes de crédits transitant par les filiales, des frais de groupe exorbitants pour des prestations aléatoires, des remontées de trésorerie ont pénalisé les différentes filiales dans leur gestion et dans leur développement.

Le comité de groupe s'interroge sur la qualification légale d'une telle gestion au profit du seul actionnaire et au détriment de l'intérêt social et économique des entreprises qui y sont représentées.

Paris-Normandie fait aujourd'hui les frais de cette politique qui voit GHM tenter de régler via le tribunal de commerce du Havre ses incapacités de gestion avec une échéance inacceptable au 11 avril. Nous rappelons qu'un journal n'est pas un produit comme les autres ; l'information étant constitutionnelle elle ne peut pas être traitée de la même façon : tel était l'esprit du Conseil National de la Résistance.

Les élus du comité de groupe, forts de l'appui de nombreuses délégations et motions de soutien des élus de la presse nationale, régionale et départementale, réaffirment leur entière solidarité aux élus et aux salariés de Paris-Normandie et mettront tout en œuvre pour empêcher la casse d'une entreprise et la remise en cause de la pluralité de l'information.

Réunis ce jour dans un sentiment de défiance vis à vis de leur direction, ils renouvellent la demande d'ouverture de réelles négociations globales entre les représentants des salariés, les représentants de Rossel, Philippe Hersant, le SPQR ainsi que les pouvoirs publics. Dans l'attente de cette rencontre, ils demandent la suspension du PSE en cours et de tous ceux hypothétiques.

Paris, le 4 avril 2012